

LE DOMAINE ABORIGINALISTE EN ANTHROPOLOGIE : DE L'APPLIQUÉ VERS LA FICTION ...

Par Bernard MOIZO

Un aperçu historique

Au cours des trente dernières années deux éléments fondamentaux ont induit un regain d'intérêt des sciences sociales pour les Aborigènes : la dynamique liée au changement des relations entre Aborigènes et non-Aborigènes, l'importance croissante donnée aux premiers dans la politique australienne. Il ne s'agit pas là d'un phénomène nouveau car depuis plus d'un siècle les intérêts scientifiques pour les populations aborigènes d'Australie ont connu des hauts et des bas en fonction de deux paramètres : les courants théoriques successifs en ethnologie puis en anthropologie, les diverses politiques gouvernementales vis à vis des Aborigènes (Cowlshaw 1986:4).

Dans le passé la plupart des études australianistes étaient guidées par deux présupposés indissociables qui ont persisté jusque dans les années 60. Il semblait certain que les Aborigènes étaient voués à une disparition à plus ou moins brève échéance, et il était donc impératif de collecter le maximum de données ethnographiques pendant que la 'vraie culture Aborigène' persistait. Cette 'vraie culture aborigène', celle d'avant les contacts avec les européens, était considérée comme appartenant au patrimoine de l'humanité et à ce titre représentait un intérêt pour l'anthropologie.

Le domaine australianiste se caractérise par une alternance entre recherche théorique et appliquée. Le plus souvent les modèles théoriques viennent de l'extérieur, Angleterre dans un premier temps puis Etats Unis, et les données ethnographiques sont utilisées pour les étayer. A l'inverse les approches appliquées datent de l'époque coloniale, elles se basent sur des études de cas parmi les Aborigènes afin d'être utilisées par l'administration coloniale australienne auprès des populations autochtones du Pacifique et de la Nouvelle Guinée.

Pour être en mesure de comprendre l'orientation prise par l'anthropologie contemporaine en Australie, il est fondamental de rappeler l'institutionnalisation de la discipline. Au delà de l'histoire de la discipline en Australie y apparaît le développement d'une approche intellectuelle spécifique, en particulier par le biais des changements de relations entre chercheurs et populations aborigènes.

Le domaine aboriginaliste

Peterson (1990:4) suggère un découpage historique des grandes phases des études aboriginalistes que je reprends jusqu'en 1986 :

1870/1925	Les recherches systématiques
1925/46	Le développement de l'anthropologie professionnelle
1946/67	L'ère de l'anthropologie universitaire
1967/76	Le bouleversement du statut des Aborigènes
1976/86	la décade des anthropologues conseils
Après 1986	le retour à la théorie

Il n'est pas nécessaire de revenir dans le détail sur le contenu des phases les plus anciennes mais il est utile de relever les points forts spécifiques à chacune. La première se caractérise surtout par des séjours de longue durée sur le terrain et par la forte proportion de non spécialistes parmi les ethnographes (médecins, entomologues, biologistes, fonctionnaires)¹. La seconde est fondamentale pour la discipline car elle débute avec la création de la chaire d'anthropologie à Sydney, occupée par Radcliffe-Brown. C'est au cours de la troisième phase que le gouvernement a créé sa propre école d'administration coloniale dont les élèves devaient faire un séjour parmi les populations aborigènes avant d'être envoyés en poste dans les différentes îles du Pacifique. A la fin de cette période, alors que paradoxalement on perçoit les prémices d'un changement de conditions des Aborigènes, l'anthropologie australianiste est toujours en pleine phase de sauvetage culturel : Meggit affirme publiquement, en 1961, lors de la conférence inaugurale de l'Australian Institute of Aboriginal Studies (AIAS)² qu'il est impossible d'en apprendre plus sur les Aborigènes et que désormais tout est archivé à Canberra (Barnes 1988:269), ce qui aujourd'hui fait sourire. La période suivante est celle des bouleversements du statut des Aborigènes : elle débute par leur obtention de la citoyenneté australienne, ils étaient jusqu'alors pupilles de la nation, pour se terminer par la loi sur la reconnaissance de leurs droits fonciers dans le Territoire du Nord.

La décade qui marque un réel tournant dans les approches et attitudes des anthropologues vis à vis des populations aborigènes s'ouvre avec la création des Conseils de la Terre (*Land Councils*), organismes aborigènes sous tutelle directe ou indirecte de

¹ On rappellera pour l'anecdote que les deux grands pionniers de l'ethnographie aboriginaliste, Spencer et Gillen étaient respectivement professeur de biologie à Melbourne et receveur des postes à Alice Springs.

² L'Australian Institute of Aboriginal Studies avait pour vocation première la linguistique et l'archéologie. Pendant longtemps les recherches en anthropologie sociale ont été négligées, tout comme l'était l'enseignement de cette discipline dans les universités australiennes (Peterson 1990:16).

l'expertise des sociétés aborigènes (se situe-t-elle du côté des Aborigènes ou de celui des anthropologues?, Palmer 1986:33) ainsi que l'implication forcée et/ou volontaire de ces derniers dans des conflits internes aux Aborigènes annoncent l'engouement futur des aboriginalistes pour les théories de Bourdieu, Giddens et Foucault. En 1986, l'AIAS célèbre les 25 ans de l'anthropologie australianiste¹, la participation australienne à la conférence de Londres sur les chasseurs-cueilleurs est la plus importante alors que paradoxalement ce type d'activité économique est en voie de disparition parmi les populations aborigènes. Ce paradoxe traduit à la fois l'engouement pour les nouveaux thèmes de recherche et le malaise de la discipline tout en assimilant l'anthropologie australienne aux seules publications aboriginalistes (Berndt & Tonkinson 1988:6).

Contraintes éthiques et politiques de la recherche anthropologique en Australie :

Dans un contexte politique difficile où les pressions de certaines organisations aborigènes sont nombreuses il est aujourd'hui délicat de faire du terrain en Australie. Paradoxalement, alors que les possibilités d'emplois s'accroissent pour les anthropologues et que les contrats en milieu aborigène sont nombreux la plupart des chercheurs délaissent les études aboriginalistes au profit de l'Asie du Sud-Est.

Les interventions d'organisations aborigènes via leurs représentants, le plus souvent non-aborigènes, sont croissantes et ponctuent tous les stades de la recherche : élaboration d'un projet, obtention d'un permis, contrôle des relations anthropologue/informateurs, avis sur travaux avant publication. Il va sans dire que si l'aval d'une population pour une recherche qui la concerne et le retour de l'information se justifient pleinement, les interférences constantes voire la censure exercée par certains au nom des Aborigènes sont tout aussi intolérables pour le chercheur que l'était le contrôle du gouvernement australien sur les travaux anthropologiques dans les années 50 (Cowlshaw 1986:7-9).

D'un autre côté, il est impossible pour un anthropologue, dans le contexte australien contemporain, de ne pas intervenir dans les relations entre l'Etat et la communauté dans laquelle il travaille. Pour certains cette intervention est une 'responsabilité professionnelle' (Palmer 1986:31) ou même un devoir sous peine pour l'anthropologue de s'associer au processus de domination étatique des Aborigènes (Rose 1986:28). Pour d'autres c'est un 'contre-don' du chercheur à la société au sein de laquelle il effectue des recherches et auquel il ne peut se soucrire (Sullivan 1986:17-18). Tout d'abord parce que l'expertise des anthropologues est reconnue par les autorités australiennes mais aussi

¹ Les relations entre anthropologues et Aborigènes, le rôle des anthropologues dans la politique aboriginaliste voire leur 'complicité' avec l'Etat, ainsi que les problèmes d'éthique, de déontologie sans oublier les responsabilités professionnelles des anthropologues vis à vis des Aborigènes ont fait l'objet d'un numéro spécial de la revue 'Australian Aboriginal Studies' (1986, Vol. I) publiée par l'Institut Australien des Recherches Aborigènes qui montre bien le malaise et les préoccupations des anthropologues à cette époque.

et surtout parce que les problèmes juridiques, administratifs et politiques auxquels sont confrontés les Aborigènes nécessitent une formation et un savoir faire qu'ils maîtrisent mal du fait de leur longue marginalisation en Australie. Dans ce contexte l'anthropologue devient souvent un intermédiaire entre l'Etat et les Aborigènes, certains par engagement personnel vont même jusqu'à supplanter les leaders des mouvements aborigènes qui avaient émergés des années 70. D'un point de vue déontologique cette projection du chercheur dans et à travers les autres est discutable dans la mesure où la distance indispensable à une l'analyse anthropologique n'existe plus quand il y a confusion entre le discours scientifique et l'idéologie des populations auprès desquelles on intervient.

Ce rôle d'expert et d'intermédiaire est d'autant plus attirant qu'il permet souvent à l'anthropologue d'avoir accès à des informations de très bonne qualité car l'intérêt des informateurs est directement en jeu¹. En Australie, dans le cas d'une revendication territoriale, la généalogie détaillée d'un groupe, le complexe mythico-religieux qui l'unit à un site, son histoire depuis la colonisation et la perpétuation des activités rituelles sont des éléments pris en compte par la justice pour permettre de justifier un droit foncier voire d'en obtenir la reconnaissance auprès de l'Etat. Les Aborigènes ont donc tout intérêt à fournir le maximum d'informations à l'anthropologue qui défendra leur dossier en justice. Cette situation est parfois délicate, car les données collectées dans un contexte spécifique, où l'intérêt et l'anonymat en font la qualité, peuvent par la suite être utilisées dans un autre contexte par l'anthropologue. C'est pour tenter de faire face à ce 'détournement d'informations' que les Aborigènes exigent, entre autres choses, le retour des données sous forme écrite avant publication, mais là aussi on assiste de plus en plus à des dérives. Auparavant, seuls les écrits et l'iconographie relatifs à la religion masculine ou féminine, à certains rites initiatiques et à la description d'objets 'secrets-sacrés' faisaient l'objet de restriction d'accès dans les bibliothèques et lieux publics, au pire de veto à l'impression ou à la publication. C'est pourquoi l'utilisation des pseudonymes et l'évitement de certains thèmes sensibles existent depuis longtemps dans les études aboriginalistes même si ces attitudes ont quelques chose d'illusoire. A présent, les thèmes de recherche sont restreints et orientés et la censure a tendance à se généraliser pour les autres, dans un climat de paranoïa tant parmi les Aborigènes que chez les anthropologues pour des raisons différentes. Le danger est le glissement vers une anthropologie fiction de la part de ceux qui souhaitent maintenir un discours scientifique, les autres se limitent à la publication "d'histoires de vie" qui présentent une certaine 'vérité' et permettent de pallier à de possibles relations conflictuelles mais qui se situe en dehors du discours du savoir et sont pour la plupart scientifiquement sans intérêt.

Dans l'anthropologie australianiste les catégories 'vérité' et 'savoir' diffèrent d'un contexte à l'autre et peuvent s'opposer. Dans le cas des droits fonciers on attend de

¹ Je ne mentionne pas ici l'élément financier mais il est important. Pour le chercheur qui est payé sur des fonds gouvernementaux ou aborigènes par la société dans laquelle il travaille la situation est on ne peut plus paradoxale.

l'anthropologue qu'il établisse la vérité à partir du savoir communiqué par les Aborigènes. Pour une recherche sur le domaine religieux, l'anthropologue élabore un discours de savoir à partir de la vérité détenue par les Aborigènes. Ainsi, le choix du sujet et la façon de le traiter sont déterminants. Dans ce contexte particulier l'anthropologue est confronté à un dilemme : soit produire deux types de résultats (un pour l'Etat et/ou les Aborigènes, l'autre pour la discipline et la communauté scientifique), soit employer des subterfuges comme cet anthropologue autrichien qui, sans doute pour préserver ses bonnes relations avec une communauté aborigène, ne renvoyait que ses publications en Allemand. A mon sens, il faut faire face à ces contraintes de la recherche et refuser les pressions excessives de l'Etat comme celles des populations étudiées, il faut prendre le risque d'un choix de sujet ainsi que de la façon de le traiter au nom de l'indépendance critique au risque de subir une censure d'un côté ou de l'autre comme j'ai pu en faire moi-même l'expérience.

REFERENCES

- BARNES, J.** (1988) - "Taking stock and looking forward", in Berndt R. & Tonkinson R. (eds) Social Anthropology and Australian Aboriginal Studies, Canberra. Aboriginal Studies Press, pp. 269-279.
- BERNDT, R. ; TONKINSON, R.** (1988) - "A contemporary overview" in Berndt R. & Tonkinson R. (eds) Social Anthropology and Australian Aboriginal Studies, Canberra. Aboriginal Studies Press, pp. 3-13.
- COWLISHAW, G.** (1986) - Aborigines and Anthropologists, Australian Aboriginal Studies, Vol. I, pp. 2-12.
- HORTON, D.** (1986) - Editorial, Australian Aboriginal Studies, Vol. I, p. 1.
- PALMER, K.** (1986) - Anthropologist in bureaucracies : new issues in the post Land Rights era, Australian Aboriginal Studies, Vol. I, pp. 30-34.
- PETERSON, N.** (1990) - 'Studying man and man's nature' : the history of the institutionalisation of Aboriginal anthropology, Australian Aboriginal Studies, Vol. II, pp. 3-19.
- ROSE, D.** (1986) - Passive violence, Australian Aboriginal Studies, Vol. I, pp. 24-30.
- SULLIVAN, P.** (1986) - The generation of cultural trauma : What are anthropologists for ?, Australian Aboriginal Studies, Vol. I, pp. 13-23.